

28 OCTOBRE 2010 POUR AMPLIFIER LA MOBILISATION

Pour la retraite à 60 ans, la prise en compte de la pénibilité, le développement de l'emploi et l'augmentation des salaires, des millions de français se mobilisent depuis plusieurs mois.

Les français ne veulent pas de cette réforme :

Mobilisations unitaires en 2010.

23 mars : 800 manifestants 27 mai : 1 000 000 manifestants 24 juin : 2 000 000 manifestants 7 septembre : 2 700 000 manifestants 23 septembre : 3 000 000 manifestants 29 septembre : 120 000 manifestants à Bruxelles

> 2 octobre : **3 000 000 manifestants** 12 octobre : **3 330 000 manifestants** 16 octobre : **3 000 000 manifestants** 19 octobre : **3 500 000 manifestants**

- 3 salariés sur 4 sont opposés aux mesures reportant l'âge de départ en retraite.
- Les grandes journées de mobilisations interprofessionnelles sont soutenues à 71 % par la population.

D'autre projets de lois ou réformes ont été retirés sous la pression des salariés, privés d'emplois et retraités.

Cette réforme sur les retraites est à la fois :

- Injuste socialement, 85 % du financement est assuré par les salariés
- **Néfaste** pour le système de retraite par répartition parce que le niveau des pensions ne peut que diminuer.
- **Néfaste** également pour l'emploi des jeunes. Passer de 60 à 62 ans l'âge de départ à la retraite pourrait occasionner 1 million d'emplois en moins d'ici 2016.

D'ailleurs, les jeunes l'ont bien compris, puisque lycéens et étudiants s'engagent par milliers dans la mobilisation nationale.

Les moyens existent pour financer les retraites d'aujourd'hui et de demain.

Patronat et gouvernement refusent de mettre les revenus du capital à contribution, pourtant :

- 40 milliards d'euros d'impôts sur les revenus sont perdus chaque année.
- 10 milliards d'euros représentent le fruit des baisses d'impôts sur les bénéfices des sociétés
- 33 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales sont accordées chaque année aux entreprises.

Une autre réforme des retraites juste et solidaire est largement possible en France si nous nous y mettons tous...

La CGT revendique :

- Droit à la retraite à 60 ans
- Reconnaissance de la pénibilité du travail
- Pension à 75 % du salaire pour une carrière complète
- Aucune pension inférieure à 1600 €
- Prise en compte des années d'étude et de formation pour la validation des trimestres.
- Réforme du financement priorisant le développement de l'emploi, l'augmentation des salaires, la mise à contribution des revenus financiers des entreprises et des éléments de rémunération qui échappent à toute cotisation sociale (participation, intéressement, bonus, stock-options,...)

La peur a changé de camp!

« L'immense majorité n'a pas à subir la loi d'une minorité » selon Brice Hortefeux (le 20.10.2010).

Effectivement personne en démocratie, n'a à subir la loi d'une minorité.

Il est donc tout à fait légitime d'exiger du président de la république, du gouvernement et des parlementaires de ne pas adopter cette réforme puisqu'une majorité des Français (+ 70 %) se déclare opposée à son contenu.

Dans de très nombreuses entreprises, les salariés décident tous les jours de reconduire l'action sous différentes formes : les cheminots, les électriciens et gaziers, dans les raffineries, les transports, les ports, les commerces...

Le gouvernement porte la responsabilité pleine et entière de la poursuite de la mobilisation compte tenu de son attitude intransigeante, de son absence d'écoute et ses provocations à répétitions. Il ne peut pas répondre à la situation actuelle par le déni et la répression.

AMPLIFIONS LA MOBILISATION

JEUDI 28 OCTOBRE 2010 : Action nationale interprofessionnelle de grèves et manifestations.



RENNES: 11 h 00 avenue Janvier FOUGERES: 17 h 30 sous préfecture REDON: 17 h 00 sous préfecture ST MALO: 11 h 00 ancienne gare VITRE: 17 h 30 place de la gare

SAMEDI 6 NOVEMBRE 2010: Manifestations partout en France.